

LA SENTINELLE



Organisation
mondiale de la Santé
Burundi

BULLETIN TRIMESTRIEL DU BUREAU DE LA REPRESENTATION DE L'OMS AU BURUNDI

AOÛT - NOVEMBRE 2021



**L'OMS AUX CÔTÉS DU BURUNDI
POUR FAIRE DE LA CSU
UNE REALITÉ DANS LE PAYS !**



Directeur de Publication

Dr Xavier CRESPIN,
Représentant OMS BURUNDI

Rédacteur-en-chef

Abd Razzack SAIZONOU

Rédacteur-en-chef adjoint/ Design-Graphisme

Grâce NTAHIRAJA

Conseillers à la rédaction

Dr Yao Kouadio Théodore

Collaboration :

Dr Eugénie Niane SIGA DIANE
Mr Ladislas MARIFA

ÉDITORIAL

ACTIVITES APPUYÉES PAR L'OMS

- Revue Annuelle Conjointe 2020 MSPLS et PTF : de nouvelles recommandations pour des résultats plus performants.
- L'OMS appuie la consolidation et la validation de l'analyse situationnelle du financement de la santé et la protection sociale en santé au Burundi.
- Journée Mondiale de lutte contre la poliomyélite : le Burundi réaffirme sa détermination à faire du pays un espace zéro polio.
- Les femmes leaders du Burundi s'unissent pour combattre la malnutrition dans le pays.
- Elaboration et validation des normes sanitaires pour la mise en œuvre effective du PNDS.
- Lutte contre la Covid-19 : les acteurs des médias outillés pour mieux combattre la pandémie.
- Lutte contre Covid-19 au Burundi : la médecine traditionnelle, une alternative crédible et efficace ?
- L'OMS appuie le MSPLS pour la mise en place de l'Observatoire National de la Santé Publique au Burundi.
- Lutte contre la Covid-19 : le Burundi actualise son Plan National de Riposte en intégrant le pilier vaccination.

A L'AFFICHE

- A bâtons rompus avec Mr Ladislas MARIFA.

PAROLE D'EXPERT

- La poliomyélite à la loupe au Burundi : vers une éradication progressive. Entretien avec Dr Eugénie NIANE !





ÉDITORIAL

Encore quelques semaines et nous accueillerons 2022 avec joie, allégresse et divers souhaits ponctués de nouvelles résolutions. Mais en attendant, pendant que nous égrenons encore les dernières semaines de 2021, il est de bon ton que nous regardons dans le rétroviseur pour faire le point de tout ce qui a été fait afin de prendre un nouvel et bel élan pour la nouvelle année.

De cet exercice, il ressort que l'année 2021 a été riche en activités et événements initiés par le Gouvernement burundais et appuyés financièrement et techniquement par l'OMS. Au nombre de celles-ci nous pouvons citer pêle-mêle : l'élaboration et validation des normes sanitaires pour la mise en œuvre effective du PNDS ; la formation des acteurs des médias pour mieux combattre la pandémie ; la mise en place de l'Observatoire National de la Santé Publique au Burundi ; le renforcement des capacités des pédiatres pour une meilleure prévention et prise en charge des enfants ; l'actualisation du Plan National de Riposte au Burundi en intégrant le pilier vaccination ; la réception des doses de vaccins et le démarrage des opérations de vaccination ; la tenue des assises de revue annuelle conjointe (RAC) 2020 MSPLS et PTF, etc.

Comme vous pouvez-vous en apercevoir, les activités de lutte contre la Covid-19 restent dominantes et, à coup sûr, focaliseront encore toutes les attentions en 2022. Dans cette perspective, l'OMS reste disponible pour accompagner et soutenir le Burundi dans tous ses efforts pour combattre la pandémie et garantir de meilleures conditions de santé à sa population. L'OMS poursuivra donc ses actions pour contribuer au bien-être des Burundais en appuyant les politiques, les stratégies et les initiatives visant à parvenir à la Couverture Sanitaire Universelle.

C'est sur ces mots d'espoir que je vous laisse avec ce numéro de « La SENTINELLE », qui vous édifiera davantage sur les activités de l'OMS Burundi. Cette nouvelle édition du trimestriel vous donne également l'opportunité de faire connaissance avec quelques membres du staff du bureau pays à travers ses lignes. Ainsi dans la rubrique « PAROLE D'EXPERT », vous saurez un peu plus sur Dr Eugénie NIANE et ses activités à l'OMS BURUNDI, tandis que la rubrique « A L'AFFICHE » vous fera découvrir Mr Ladislas MARIFA, doyen des chauffeurs à l'OMS BURUNDI, à travers ses attributions et sa contribution à l'amélioration de la santé des Burundais.

Sur ce, je vous souhaite une bonne lecture et, par anticipation, très belle fin d'année 2021 et bonne et heureuse année 2022.

Dr Xavier CRESPIN
Représentant de l'OMS au BURUNDI.



Le Présidium au cours des manifestations.

LE GOUVERNEMENT ET L'OMS S'UNISSENT POUR UN MIEUX-ÊTRE DES PERSONNES ÂGÉES AU BURUNDI

Le Vendredi 01 Octobre 2021, le Burundi s'est joint à la communauté internationale pour célébrer la Journée Internationale des Personnes âgées. Une journée décrétée pour rendre hommage aux personnes âgées et faire prendre conscience des possibilités et des défis liés au vieillissement de la population.

En effet, comme l'a si bien souligné le Dr Yao Kouadio Théodore, agissant au nom du Dr Xavier CRESPIN, Représentant de l'OMS au Burundi : « Le respect pour nos aînés est une valeur fondamentale dans toutes les sociétés africaines et cette journée vient donc, à titre de rappel, nous inviter à exprimer de la reconnaissance aux grands-parents, aux parents, aux tantes et aux oncles, qui ont guidé, inspiré et consenti des sacrifices pour leurs familles et leurs communautés », a indiqué le Dr Yao.

Ceci est d'autant plus évident quand on sait que « les personnes âgées devraient être considérées comme un groupe démographique particulier pour les systèmes de santé, pour l'industrie technologique et pour d'autres secteurs. Mais trop souvent, leurs

intérêts, leurs préoccupations et leurs préférences sont soit ignorés, soit définis sur la base de suppositions. De plus, au niveau des systèmes de santé, il existe de graves lacunes dans les données relatives aux groupes les plus âgés, ce qui donne lieu à un manque de visibilité et de compréhension de leur situation ». Ainsi se justifient les deux thèmes choisis pour cette journée, à savoir « l'équité numérique pour tous les âges » (thème international) et « unissons-nous pour un vieillissement en bonne santé » (thème national). Car, comme l'a rappelé le Dr Yao K. Théodore : « beaucoup de personnes âgées sont laissées de côté en ce qui concerne l'accès aux soins de santé et la participation sociale basés sur la technologie. Cette réalité est devenue plus manifeste tout au long de la pandémie de COVID 19, avec notamment plus de gens souffrant de l'isolement dans nos sociétés mais également une évolution remarquable vers la télémédecine et d'autres services numériques ».

La commémoration de l'édition 2021 de la JIPA célébrée à Gitega a été rehaussée par la présence du Vice-Président de la République, représentant le



Dr Yao Kouadio Théodore, prononçant le discours au nom du Dr Xavier CRESPIN, Représentant de l'OMS au Burundi.

Chef de l'Etat. Une participation dont s'est réjoui Dr Yao qui a salué le leadership et l'engagement personnel du Président de la République burundaise. Il a félicité le Gouvernement pour les nombreuses initiatives en faveur de la Couverture Sanitaire Universelle (CSU) à l'endroit des personnes âgées.

La célébration de cette journée dédiée aux personnes du troisième âge a été aussi marquée par la présence de plusieurs hautes personnalités dont le Maire de la ville de Gitega, la Directrice des maladies chroniques représentant le Ministre de la santé publique et de la lutte contre le sida et le Clergé Catholique dont l'émissaire a demandé la nomination d'un point focal de l'OMS au Comité de Pilotage sur la gestion des personnes âgées au Ministère des Affaires Sociales.

Réitérant l'engagement de l'OMS et des partenaires techniques et financiers à accompagner le Gouvernement du Burundi, dans ses efforts pour élever le niveau de santé de ses populations, particulièrement la santé des personnes âgées, le Dr Yao Kouadio Théodore en a profité pour rappeler les défis majeurs à relever pour permettre aux personnes âgées de jouer leur rôle d'éducateur pour les plus jeunes et aussi de régulateur social.

Il s'agit d'avantage d'engagement politique pour la santé et le bien être des personnes âgées ; d'une coordination efficace entre les différents programmes et secteurs concernés dans l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies pour la santé des personnes âgées et des capacités adéquates des systèmes de santé dans la prise

L'AMBASSADE DE FRANCE PRÈS LE BURUNDI ET L'OMS RENFORCENT LEURS LIENS D'AMITIÉ ET DE COOPÉRATION



Le Représentant de l'OMS au Burundi, le Dr Xavier CRESPIN a reçu le 23/11/2021 la visite du nouvel l'ambassadeur de la France près le Burundi.

Son Excellence Mr Jérémie BLIN était allé échanger avec son hôte sur les questions d'intérêts communs relatives à la promotion de la santé au Burundi et des possibilités de renforcer la coopération entre l'OMS et l'ambassade de France.

Dr Xavier CRESPIN s'est réjoui de cette visite d'amitié et de courtoisie qui augure de l'approfondissement des relations entre son institution et l'ambassade de France pour accompagner les efforts du pays pour parvenir à la CSU.

en charge des besoins des personnes âgées dans le cadre des Soins de Santé Primaires (SSP) et de la Couverture Sanitaire Universelle (CSU). Toutes choses nécessaires pour amener les personnes âgées à occuper leur place et à jouer pleinement leur partition dans le développement national.



Le Dr Xavier Crespin, Représentant de l'OMS au Burundi, en compagnie du Dr Thaddée Ndikumana, ancien Ministre de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida et de Mr Damien Mama, Coordonnateur Résident des Nations Unies au Burundi, lors de la cérémonie de validation du Plan national actualisé de riposte contre la COVID-19.

LUTTE CONTRE LA COVID-19 : LE BURUNDI ACTUALISE SON PLAN NATIONAL DE RIPOSTE EN INTÉGRANT LE PILIER VACCINATION

Le 07 octobre 2021 dans les locaux de l'OMS BURUNDI, le nouveau plan national de riposte contre la covid-19 a été validé. Ce fut en présence du Ministre de la santé publique et de la lutte contre le sida, du Représentant de l'OMS au Burundi, du Coordonnateur Résident du Système des nations unies, de plusieurs chefs d'agences, des cadres du ministère, experts de l'OMS, du COUSP et des partenaires techniques et financiers.

En effet, après près de six mois de mise en œuvre des activités contenues dans le plan initial élaboré pour une période de six mois (Avril-Septembre 2021), il s'est avéré judicieux de l'adapter au nouveau contexte

épidémiologique caractérisé par la résurgence des cas et qui nécessite l'intégration de la vaccination pour tous afin d'arrêter la chaîne de contamination. Car, la nouvelle situation de flambées, face à laquelle le pays fait face, il urgeait d'analyser et de mettre à jour. Cette actualisation du plan de riposte apparaît capitale pour y intégrer un dixième pilier qu'est la vaccination qui n'avait pas été développé pendant son élaboration.

Pour le Représentant de l'OMS au Burundi, Dr Xavier CRESPIN, dont l'Institution a beaucoup appuyé l'initiative, ce document, validé permettra au pays de disposer d'un plan national de riposte contre la

pandémie, déclinant les activités prioritaires à mettre en œuvre dans les 6 prochains mois, notamment la réponse vaccinale qui est attendue par tous. Le Burundi se met ainsi en phase avec les autres pays d'Afrique et du Monde qui ont déjà opté pour la vaccination comme moyen clé de lutte contre la Covid-19.

Selon le Dr Xavier CRESPIEN, « Ce plan devra servir également de boussole pour tous les intervenants engagés dans la réponse à la Covid-19 au Burundi et devrait guider toutes les interventions. Pour ce faire, il est essentiel que tous les acteurs puissent s'approprier ce plan de riposte et s'aligner définitivement sur les orientations et activités prioritaires définies de façon consensuelle dans ce plan ».

Pour sa part, le Ministre de la santé et de la lutte contre le sida, le Dr Thaddée NDIKUMANA s'est réjoui de cette bonne occasion qu'offre la validation du PNR actualisé pour les différentes parties afin qu'elles s'imprègnent du document actualisé avec l'intégration de la vaccination pour un meilleur déploiement des vaccins dans tout le pays.

« Si nous ajoutons la vaccination à la prévention et la prise en charge mises en avant par le Gouvernement avec le respect des mesures barrières, nous allons

attendre les résultats escomptés pour le bien-être de la population burundaise » a espéré le Dr NDIKUMANA.

Après avoir félicité l'ensemble des acteurs qui se sont activement investis depuis plusieurs semaines aux côtés du Gouvernement pour la mise à jour de ce plan national de riposte, le Dr Xavier CRESPIEN en a profité pour réitérer l'engagement de l'Organisation Mondiale de la Santé à continuer à appuyer le Burundi dans ses efforts de riposte contre la pandémie de la COVID-19, notamment à travers la mobilisation de l'expertise et des ressources.



▲ **Présentation du Plan national actualisé de riposte contre la COVID-19 par le Dr Bizimana Jean Claude, directeur du COUSP.**



▲ **Vue d'ensemble des participants à la cérémonie de validation du Plan national actualisé de riposte contre la COVID-19**



▲ Photo de famille des pédiatres formés présentant les kits reçus.

FAIRE FACE AUX PATHOLOGIES NÉONATALES ET PATHOLOGIES CHRONIQUES INFANTILES AU BURUNDI

UN RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES PÉDIATRES EST NÉCESSAIRE POUR UNE MEILLEURE PRÉVENTION ET PRISE EN CHARGE DES ENFANTS

L'enfance est la période où l'être humain est le plus fragile, donc vulnérable à plusieurs fléaux dont les maladies. Il est vrai que la plupart des maladies chroniques de l'enfant sont, soit héréditaires, soit la conséquence des conditions sanitaires inhérentes au déroulement de la grossesse ou de l'accouchement.

Cependant la prévention de ces pathologies doit débiter très tôt à travers, non seulement, des actions menées pendant la grossesse et en période néonatale par la sensibilisation et le dépistage, mais surtout des actions de renforcement des capacités et de plaidoyer pour la dotation des moyens matériels et en ressources humaines dans le domaine de la santé au cours de la période néonatale et infantile. Car, au Burundi, tous les nouveau-nés malades et les enfants porteurs de maladies chroniques ne peuvent pas être suivis par des pédiatres ; ces derniers n'étant

pas très nombreux : vingt-quatre pédiatres pour une population d'environ douze millions, soit un pédiatre pour cinq cent mille habitants, alors que les enfants représentent une bonne partie de la population burundaise soit 45,52% pour les moins de 14 ans et la quasi-totalité des médecins pédiatres se retrouve à Bujumbura. De ce fait, un grand nombre d'enfants burundais porteurs de maladie chronique est vu par le médecin généraliste.

Ce qui ne facilite pas la réduction de la mortalité chez les enfants avec un taux de mortalité néonatale de 23% et un quotient de mortalité infantile de 47 pour 1000 (EDS 2017).

C'est fort de ce tableau peu élogieux que l'ABUPED, Association burundaise de Pédiatrie, a jugé nécessaire d'organiser des activités de remise à niveau et d'échanges pour les médecins généralistes œuvrant à l'intérieur du pays en vue d'améliorer

les soins accordés à ce groupe de patients. Ceci pour donner l'opportunité aux enfants porteurs de maladies chroniques n'ayant pas facilement accès aux soins spécialisés d'être consultés par des médecins pédiatres. Dans cette dynamique, du 24 au 25 septembre 2021 à Gitega, des consultations tous azimuts des cas de nouveau-nés et d'enfants avec maladies chroniques, préalablement identifiés par les médecins locaux, ont été assurées par des pédiatres.

Des exposés et échanges divers sur des pathologies néonatales et des maladies chroniques de l'enfant les plus fréquentes ont été organisés.

L'objectif principal de ces activités est de contribuer à l'amélioration de la prévention et de la prise en charge des pathologies infantiles chroniques depuis la période néonatale dans le contexte de la covid-19 au Burundi avec un accent particulier sur les hôpitaux de districts qui manquent cruellement de médecins pédiatres afin de réduire la mortalité néonatale et infantile au Burundi.

Ces activités, soutenues techniquement et financièrement par l'OMS, ont donc permis, entre autres, de sensibiliser les acteurs de santé sur la prévention et la prise en charge des pathologies néonatales pouvant évoluer vers la chronicité ; de plaider pour la décentralisation et le transfert des compétences dans la prise en charge des maladies chroniques à travers des supervisions formatives et mentorat dans les districts sanitaires et de procéder à une actualisation des données sur la problématique de la COVID-19 chez l'enfant au Burundi.

Pour l'OMS, la réduction de la mortalité néonatale et infantile passe à travers les interventions efficaces et à haut impact à savoir : les soins prénatals de haute qualité, l'accouchement par du personnel qualifié, les soins post-natals pour les mères et les bébés, les soins des nouveau-nés à la naissance et des nouveaux nés malades. Pour poursuivre les progrès dans la réduction de la mortalité néonatale particulièrement pendant la crise du COVID-19, il est essentiel de maintenir les soins et services essentiels de santé.

Rappelons que l'ABUPED, initiatrice de cette activité, a été Créée en juin 2011 et a pour objectifs de favoriser les échanges entre les Pédiatres Burundais et les médecins généralistes des services de pédiatries ; de promouvoir la qualité des soins pédiatriques ; de contribuer à la formation continue par l'organisation de manifestations scientifiques (congrès, colloques, journées scientifiques, symposiums etc.) et d'améliorer les conditions de vie et de travail des pédiatres.



▲ Lors des consultations des cas de nouveau-nés et d'enfants avec maladies chroniques, par des pédiatres.

LUTTE CONTRE COVID-19 AU BURUNDI

LA MÉDECINE TRADITIONNELLE, UNE ALTERNATIVE CRÉDIBLE ET EFFICACE ?



▲ Le Présidium à l'ouverture de l'atelier.

Le 31 août 2021, le Burundi s'est joint aux autres pays de la Région africaine pour célébrer la Journée Africaine de la Médecine Traditionnelle. En effet, le Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le SIDA, a organisé, en collaboration avec l'OMS et le Réseau National des Associations des Tradipraticiens du Burundi, beaucoup d'activités dans les locaux de l'Institut National de Santé Publique.

L'édition 2021 de la Journée Africaine de la Médecine Traditionnelle a été placée sous le thème : « contribution de la médecine traditionnelle aux efforts de riposte à la Covid-19 ». Comme l'a si bien rappelé Dr Matshidiso MOETI, Directrice Régionale de l'OMS pour l'Afrique « avec l'appui des autorités nationales, les tradipraticiens de santé jouent un rôle de premier plan en renforçant l'adhésion des populations aux mesures de prévention de la Covid-19 et en orientant les patients vers des soins en temps opportun ». En raison de leur ancrage et de leur aura au sein des communautés, les tradipraticiens sont appelés à être plus visibles en jouant dûment leur partition dans le cadre de la lutte contre la pandémie.

Afin d'explorer les voies et moyens pouvant permettre aux connaisseurs des plantes médicinales au Burundi de trouver des remèdes efficaces pour venir à bout de la pandémie, des exposés suivis d'échanges enrichissants ont été présentés à cette JAMT. Ils ont porté sur la situation de la Covid-19, la genèse de la décennie de la médecine traditionnelle, l'état des lieux de la médecine traditionnelle au Burundi et ont permis aux participants d'avoir une idée claire du poids des tradipraticiens dans le pays et du rôle qui peut et doit être le leur pour le mieux-être des populations.

Comme l'a souligné Dr Matshidiso MOETI, « la pandémie de Covid-19 a permis de mieux prendre conscience de la valeur de la médecine traditionnelle.

L'investissement accru dans la recherche-développement permettra d'exploiter les solutions locales afin d'améliorer le bien-être sur le continent et dans d'autres parties du monde ». Mais aussi, explique Dr MOETI, « l'Organisation Mondiale de la Santé et d'autres organisations multilatérales jouent un rôle clé en soutenant le renforcement des capacités dans le secteur de la médecine traditionnelle, y compris la

mise en place d'une fabrication locale ».

Dans cette perspective, précise la Directrice Régionale de l'OMS pour l'Afrique « en 2021, l'OMS et la Commission de l'Union Africaine et le CDC-Afrique ont lancé conjointement le comité consultatif régional d'experts sur la médecine traditionnelle pour la riposte à la Covid-19. Ce comité consultatif accélère le rythme de la recherche en aidant les pays à collaborer sur les essais cliniques de médicaments traditionnels conformément aux normes internationales ».

Consciente et convaincue de l'apport de taille dans la lutte contre la Covid-19, elle exhorte les parties prenantes à œuvrer « ensemble pour identifier des médicaments traditionnels sûrs, efficaces et de qualité et élargir leur accès afin d'améliorer le bien-être des populations et sauver des vies ». Une exhortation qui trouve un écho favorable auprès de l'Abbé Léopold Mvukiye, prêtre et tradipraticien officiant à Buta, dans la Province de Bururi, au Burundi : « les tradipraticiens sont capables de faire face à la Covid-19. Nous n'avons pas encore trouvé un remède digne de ce nom, mais nous parvenons à traiter les symptômes semblables à ceux de la Covid-19 à l'aide de l'association des plantes médicinales. Cependant, les moyens nous manquent pour faire plus.

Si nous sommes aidés et soutenus, nous apporterons beaucoup à nos populations en matière de santé », rassure le prélat-guérisseur.



Donatien Bigirimana de l'OMS BURUNDI, lors de son exposé.



Nikora Jonathan,
Président du Réseau
National des Associations
des Tradipraticiens
du Burundi (RNATB),
présentant ses produits.

LUTTE CONTRE LA COVID-19 AU BURUNDI

LE PAYS REÇOIT SES PREMIÈRES DOSES DE VACCINS

La cérémonie de réception a eu lieu le jeudi 14 Octobre 2021 dans les locaux du Programme élargi de vaccination (PEV) à Bujumbura. C'était en présence du Ministre de la santé publique et de la lutte contre le sida, du Ministre de l'intérieur et Président du Comité de lutte contre la Covid, de l'Ambassadrice de la République Populaire de Chine près le Burundi, des Représentants de l'OMS et de l'UNICEF au Burundi.

▼ **L'Ambassadrice de la Chine au Burundi entourée du Ministre de la Santé d'alors, Dr Thaddé Ndikumana, du Représentant de l'OMS au Burundi, Xavier Crespin et du Ministre de l'Intérieur.**



Les vaccins ont été gracieusement offerts par la Chine. Ces premières 500.000 doses permettront à au moins 250.000 Burundais de se faire vacciner contre la Covid-19, à raison des deux doses par personne. Remettant officiellement ces vaccins au Burundi, l'Ambassadrice de la Chine, Son Excellence ZHAO Jiangping, a rappelé l'état des bonnes relations qui existent entre la Chine et le Burundi. Elle a réaffirmé l'engagement pris par son pays quant à accompagner, sans aucune condition, les Etats du Monde et ceux d'Afrique dans la lutte contre la Covid-19.

Ce qui a permis à la Chine, aux dires de la diplomate, de mettre à la disposition des pays du monde entier près d'un milliard quatre cent millions (1.400.000.000) de doses de vaccins, depuis le début de la pandémie. Un engagement salué par le Représentant de l'OMS au Burundi qui a tenu à remercier le peuple chinois pour ce don très significatif permettant ainsi au Burundi d'amorcer une nouvelle phase dans la lutte contre la pandémie.

Dr Xavier CRESPIN, s'exprimant au nom des partenaires techniques et financiers intervenant au Burundi, a félicité le Gouvernement burundais pour tous les efforts entrepris pour protéger la population contre la Covid-19. Il a rassuré les Burundais et les Burundaises sur la qualité, l'efficacité et la fiabilité du vaccin

chinois homologué par l'OMS. « Le vaccin chinois, Sinopharm, n'a rien à envier à tous les autres vaccins homologués par l'OMS. De plus le vaccin chinois bénéficie d'une grande facilité de conservation et son taux d'efficacité avoisine les 85% », a fait remarquer le Dr Xavier CRESPIN.

Pour sa part le Ministre de la santé publique et de la lutte contre le Sida, le Dr Thaddée NDIKUMANA, a remercié la Chine pour son inconditionnel soutien depuis le début de la pandémie au Burundi. Pour lui, la vaccination vient compléter le package de prévention mis en place par le Gouvernement.

En rassurant la population du démarrage effectif des opérations de vaccination dès la semaine prochaine, le Dr Thaddée NDIKUMANA a néanmoins invité la population à continuer de respecter scrupuleusement les gestes barrières pour une meilleure prévention contre la Covid-19.

Rappelons que ces 500.000 doses réceptionnées ce 14 octobre 2021 constituent un premier lot de vaccins attendus par le Burundi. Le 25 octobre prochain le pays devrait recevoir encore 151200 autres doses de l'initiative AVAT. Suivront, avant la fin de l'année, d'importantes doses de vaccins de l'initiative COVAX. Autant de perspectives, qui, si elles aboutissaient, permettront au Burundi de se mettre au même diapason que les autres pays d'Afrique et du monde dans la lutte contre la Covid-19 et ses variants.

JOURNÉE MONDIALE DE LUTTE CONTRE LA POLIOMYÉLITE

LE BURUNDI RÉAFFIRME SA DÉTERMINATION À FAIRE DU PAYS UN ESPACE ZÉRO POLIO

Célébrée sur le plan mondial le 24 octobre de chaque année, la journée mondiale de la lutte contre la polio a eu lieu finalement le 12 novembre 2021 au Burundi, dans la capitale politique du pays, Gitega.

C'est le CNAR, le Centre National d'Appareillage et de Rééducation qui a abrité les manifestations commémoratives rehaussées par la présence du représentant du Gouverneur de Gitega, du représentant de Rotary Club, du délégué du Ministre de la Santé publique et de la lutte contre le Sida et des Partenaires Techniques et Financiers avec comme chef de file le Représentant de l'OMS, le Dr Xavier CRESPIN.

Les manifestations ont démarré par deux témoignages émouvants de victimes de la poliomyélite. Dame Florence Girakwishka et sieur Jean-Bosco Ndikumashabo, deux rescapés de cette maladie invalidante, ont entretenu l'assistance de leur histoire avec la poliomyélite et comment ils s'en sont sortis grâce à leur prise en charge au CNAR. Un centre qui, depuis plus de trois décennies, s'emploie, malgré les difficultés, à redonner goût à la vie aux personnes victimes de handicaps moteurs dus parfois à la poliomyélite.

Le délégué du Ministre de la santé publique, le Dr Onesphore NZIGIRABARYA a rappelé les efforts probants du Gouvernement pour débarrasser le pays de la poliomyélite. Il a félicité la population, les agents de santé, les médecins et les Partenaires Techniques et Financiers pour leurs précieuses contributions dans la lutte pour l'éradication de cette maladie au Burundi. En cette période de pandémie de Covid-19, l'assistant du Ministre de la santé publique et de la lutte contre le Sida n'a pas manqué de revenir sur la nécessité de poursuivre les efforts pour barrer la route à la maladie. Il a, pour ce faire, exhorté la population à l'observance rigoureuse des mesures barrières afin de briser la chaîne de contamination du virus et ses variants.

Prenant la parole au nom des PTF, le Dr Xavier CRESPIN a d'abord délivré à l'assistance le message de la Directrice Régionale Afrique de l'OMS à l'occasion



Le Dr Xavier CRESPIN avec l'Assistant du Ministre de la Santé visitant le CNAR.

de la célébration de cette journée mondiale de lutte contre la poliomyélite.

Le Représentant de l'OMS au Burundi a ensuite réitéré le ferme engagement de son institution et des autres PTF présents au Burundi à accompagner le Gouvernement dans ses efforts pour maintenir son statut de pays africain exempt du poliovirus sauvage. « Les enfants sont l'avenir d'une nation et notre devoir est de leur offrir un environnement favorable pour une bonne santé et une expression de leur plein potentiel », a affirmé le Représentant de l'OMS.

Mais pour que cette noble ambition se réalise, va-t-il ajouter, trois conditions doivent être remplies, à savoir : la disponibilité et la qualité des vaccins pour chaque enfant ; la surveillance active des maladies évitables par la vaccination et plus particulièrement la recherche des cas de paralysie flasque aigue jusqu'au district le plus reculé et le renforcement des capacités des laboratoires pour la réalisation des diagnostics et la gestion des épidémies. Des conditions qui, si elles sont réunies augurent d'un lendemain radieux pour les enfants.

Les manifestations de l'édition 2021 de la Journée Mondiale de lutte contre la poliomyélite, rythmées par les célèbres tambours du Burundi, se sont achevées par le don de vivres et de non vivres aux victimes de la poliomyélite, aux mères modèles en matière de vaccination contre la maladie et aux usagers du CNAR. Une manière de reconforter les uns et d'encourager les autres pour l'exemplarité dont ils font preuve pour éloigner la polio du Burundi.

CÉLÉBRATION DES ACTIVITÉS DE LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES AU BURUNDI



Dr Xavier CRESPIN entouré de la déléguée de l’ONU FEMME et du Représentant de l’Union Africaine.

L’OMS S’ASSOCIE AUX MANIFESTATIONS DE MUYINGA

« Orangeons le Burundi : agissons immédiatement pour mettre fin aux violences faites aux femmes et aux filles ». Tel est le slogan qui a été choisi cette année pour marquer les cérémonies commémoratives du lancement des 16 jours d’activisme dédiés à la cause des femmes dans le monde entier.

En effet, les violences faites aux femmes constituent une situation de préoccupation majeure qui freine l’évolution de nos pays. Elles se définissent comme : « tous les actes de violence dirigés contre le sexe féminin, et causant ou pouvant causer aux femmes un préjudice ou des souffrances physiques, sexuelles ou psychologiques, y compris la contrainte ou la privation arbitraire de liberté dans la vie publique ou dans la vie privée ». La violence à l’encontre des femmes est aussi et surtout un problème de santé publique et une violation des droits de la femme. Selon les estimations de l’OMS, 35% des femmes ont été exposées à des violences physiques ou sexuelles au cours de leur vie ; le plus souvent du fait d’un partenaire intime. Ces violences à l’encontre des femmes résultent de plusieurs facteurs opérant aux niveaux individuel,

familial et communautaire, et au niveau de la société au sens large. D’autres éléments sont aussi associés à la violence au sein du couple et à la violence sexuelle, il s’agit notamment du faible niveau d’instruction, l’exposition à la violence familiale, les troubles de la personnalité antisociale, l’usage nocif de l’alcool, le faible accès des femmes à un emploi rémunéré, et les grandes disparités entre les sexes. Il y a aussi les mésententes et insatisfactions conjugales, et les problèmes de communication au sein du couple, etc.

Toutes ces violences ont, à court et à long terme, des conséquences graves sur la santé physique, mentale, sexuelle et procréative chez les femmes et une incidence sur le bien-être des enfants.

Par ailleurs, les violences peuvent avoir une issue mortelle (homicide ou suicide, par exemple), causer des traumatismes et des blessures, entraîner des grossesses non désirées, des problèmes gynécologiques et des infections sexuellement transmissibles, dont le VIH. Une étude réalisée en 2013 par l’OMS a montré que les femmes ayant subi des violences physiques ou

des abus sexuels étaient 1,5 fois plus exposées au risque d'infections sexuellement transmissibles, que les femmes n'ayant pas subi de violences.

La même étude a montré que les femmes qui subissaient des violences étaient exposées à un risque plus élevé d'accouchements prématurés (41 %). Les violences peuvent aussi entraîner des dépressions, des troubles anxieux, ainsi que des troubles du sommeil. Pour lutter contre toutes ces violences et leurs conséquences, le rôle du secteur de la santé est plus qu'important à travers une approche multisectorielle pour prévenir et combattre la violence à l'égard des femmes. Il s'agira d'abord de faire prendre conscience à tous du caractère inacceptable de la violence à l'égard des femmes et lui conférer le statut de problème de santé publique. Ensuite, le secteur de la santé doit offrir des services de qualité aux survivantes, de former les agents de santé pour qu'ils puissent répondre aux besoins des survivantes, de prévenir la résurgence de la violence en détectant au plus tôt les femmes et les enfants qui la subissent, et enfin, il faut promouvoir l'égalité des sexes auprès des jeunes dans le cadre de la transmission de compétences pratiques et de programmes approfondis d'éducation sexuelle.

À l'Assemblée mondiale de la Santé tenue en mai 2016, les États Membres de l'OMS ont approuvé un plan d'action mondial visant à renforcer le rôle du système de santé dans la lutte contre la violence interpersonnelle à l'égard des femmes et des filles. Ainsi, en collaboration avec ses partenaires, l'OMS s'est attelée à renforcer la capacité des états à évaluer les interventions visant à prévenir et combattre la violence à l'égard des femmes. L'OMS a aussi collaboré avec tous les partenaires pour réduire et éliminer la violence au niveau mondial par le biais des initiatives comme l'Initiative de recherche sur les violences sexuelles, le programme conjoint ONU-Femmes/OMS visant à renforcer les méthodes de mesure de la violence à l'égard des femmes et la stratégie politique relative à la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la COVID-19.

Au Burundi, la violence envers les femmes au Burundi reste encore une préoccupation majeure même si des données fiables manquent. Les femmes sont quotidiennement victimes de différentes formes de violence.

C'est pourquoi plusieurs mesures sont mises en œuvre pour combattre ces violences et mettre fin à la forte discrimination contre les femmes institutionnalisées par certaines coutumes.



Le Coordonnateur Résident du Système des Nations Unis au Burundi, Mr Damien MAMA, prononçant son discours.

Pour sa part, le Bureau de l'OMS au Burundi appuie toutes les initiatives tendant à renforcer le système de santé pour une meilleure prise en charge des conséquences des violences à l'encontre des femmes, à renforcer la communication pour un changement de comportement en vue de lutter contre les violences et soutenir les programmes de santé de la reproduction en renforçant les capacités à tous les niveaux de tous les acteurs. Ces efforts vont se poursuivre encore dans le cadre de la mise en œuvre du plan de travail annuel 2022.

Rappelons que les manifestations du lancement de la quinzaine d'activisme pour l'élimination des violences faites aux femmes et filles ont été présidées par le Vice-Président de la République du Burundi, Son Excellence Mr Prosper BAZOMBANZA, la Ministre de la solidarité sociale et Genre, Mme Imelde SABUSHIMIKE et le Gouverneur de la province de Muyinga. Ces différentes personnalités avaient à leurs côtés le Coordonnateur Résident du Système des Nations Unis au Burundi, Mr Damien MAMA, le Représentant de l'OMS, Dr Xavier CRESPIEN, la déléguée de la Représentante de l'ONU FEMME, le Représentant de l'Union Africaine et d'autres Partenaires Techniques et Financiers.

REVUE ANNUELLE CONJOINTE 2020 (MSPLS ET PTFS)

DE NOUVELLES RECOMMANDATIONS POUR DES RÉSULTATS PLUS PERFORMANTS



▲ **Le Représentant de l'OMS au Burundi, Dr Xavier CRESPIN, (à l'extrême droite), le Secrétaire Permanent du MSPLS (au milieu) et le Gouverneur de Ngozi (à l'extrême gauche), lors de la cérémonie d'ouverture des travaux de la RAC.**

« La santé des populations est et doit rester une valeur universelle, comme les droits qui s'y attachent ».

Telle est la conviction de Dr Xavier CRESPIN dont l'Institution ne ménage aucun effort pour accompagner, tant que faire se peut, le Gouvernement burundais dans toutes ses initiatives visant à améliorer les conditions de santé de ses populations.

Cet engagement constant de l'Organisation mondiale de la santé s'est une fois encore manifesté à travers l'appui technique et financier apporté au Ministère de la santé publique et de la lutte contre le sida pour la tenue des assises de la RAC, les 28 et 29 octobre 2021 à Ngozi.

L'objectif de ces assises est d'établir l'état de mise en œuvre des recommandations de la précédente RAC, de montrer les progrès réalisés, de dégager les succès, les contraintes et les leçons apprises afin de mettre à jour de nouvelles stratégies innovantes.

Saluant la tenue de ces assises, le Représentant de l'OMS, Dr Xavier CRESPIN a remercié tous les partenaires du secteur de la santé qui ont voulu s'associer à la RAC de cette année. Pour Dr Xavier CRESPIN, « cette démarche intégrée reflète une façon de mettre en œuvre l'approche santé dans toutes les

politiques si chères à l'OMS, à travers l'implication de toutes les parties prenantes. Le Représentant de l'OMS au Burundi a réitéré l'engagement de son institution à continuer à accompagner le Burundi, notamment à travers la mobilisation des expertises et des ressources en vue d'apporter une valeur ajoutée au secteur de la santé du pays.

« L'OMS reste disposée à appuyer de manière significative le Burundi dans la mise en œuvre des interventions visant à répondre aux priorités fixées par le Gouvernement et ainsi apporter sa contribution à l'amélioration de la santé des Burundais » a promis Dr Xavier CRESPIN.

Pour le délégué du Ministère de la santé publique en la personne du secrétaire permanent dudit ministère, le Dr Jean Baptiste NZORIRONKANKUZE, la RAC, qu'il qualifie de bonne pratique du MSPLS, constitue une excellente occasion pour faire le point des activités réalisées, évaluer leur impact, jauger l'état de la coopération avec les partenaires techniques et financiers et prendre des résolutions pour repartir sur de nouvelles bases.

Et repartir sur de nouvelles bases implique qu'il faille formuler des recommandations pertinentes pouvant aider à obtenir des résultats performants pour une

meilleure couverture sanitaire universelle, a expliqué le Dr NZORIRONKANKUZE.

La RAC 2020 aura donc permis, après deux jours de travaux, de passer en revue, à travers des présentations, tous les projets, programmes et activités réalisés au cours de l'année 2020.

Cet exercice a servi à faire l'état de mise en œuvre des recommandations de la RAC 2019, de partager les leçons apprises, les bonnes pratiques en matière de collaboration intersectorielle, de fonctionnement des urgences dont la Covid-19 et autres catastrophes et de la disponibilité des médicaments, entre autres. Ces assises de la RAC ont également permis d'évaluer les indicateurs du PNDS III et surtout de formuler des orientations prioritaires pour 2021.

A la fin des assises, le Représentant de l'OMS au Burundi, le Dr Xavier CRESPIAN, a tenu à saluer la présence et l'implication active des cadres des ministères sectoriels, les médecins de districts sanitaires, les parlementaires et les PTF. Il a félicité le Gouvernement pour tous les efforts consentis afin de permettre à tout Burundais d'avoir accès aux soins de santé de qualité et à moindre coût.

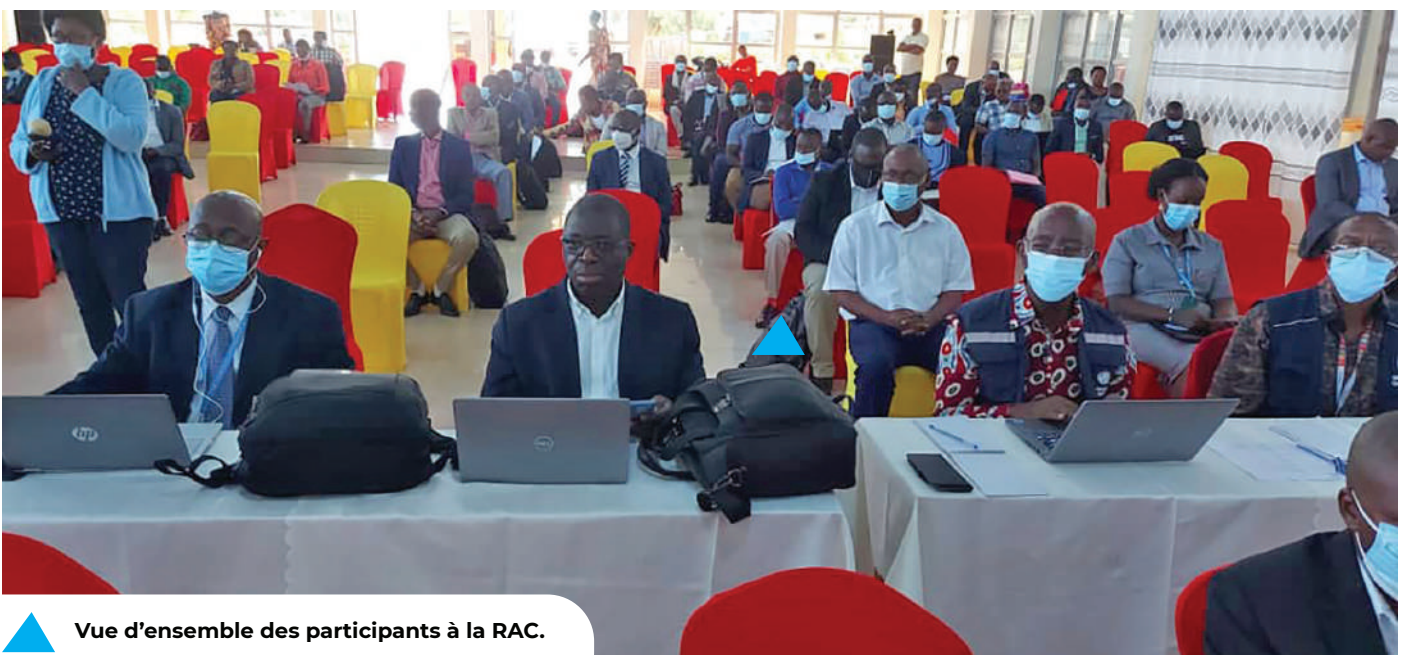
Dr Xavier CRESPIAN a mis un accent particulier sur la bonne gouvernance sanitaire qui doit permettre une gestion rigoureuse, efficace et efficiente des fonds injectés dans le secteur de la santé. Après s'être réjoui de la tenue de cette RAC qu'il a qualifié de cadre de dialogue constructif permettant d'élaborer des documents stratégiques, le Représentant de l'OMS a



Le Représentant de l'OMS au Burundi, Dr Xavier CRESPIAN, lors de son intervention.

loué la volonté politique manifeste du Gouvernement pour atteindre la Couverture Sanitaire Universelle.

La CSU, priorité majeure dans le domaine de la santé et pour laquelle le délégué du MSPLS, le Dr Jean Baptiste NZORIRONKANKUZE, a appelé toutes les parties prenantes à s'engager résolument pour sa réussite, gage du bien être effectif des populations burundaises.



Vue d'ensemble des participants à la RAC.

L'OMS APPUIE LA CONSOLIDATION ET LA VALIDATION DE L'ANALYSE SITUATIONNELLE DU FINANCEMENT DE LA SANTÉ ET LA PROTECTION SOCIALE EN SANTÉ AU BURUNDI

Le Gouvernement burundais, dans sa politique nationale de santé 2016 – 2025 a manifesté sa ferme volonté de tendre vers la couverture sanitaire universelle (CSU). De même, le Plan National de Développement de la Santé (PNDS III), soutient la continuité des mécanismes de financement complémentaires – (i) le Financement Basé sur la Performance (FBP) couplé à la gratuité ciblée des soins, (ii) la Carte d'Assistance Maladie (CAM) destinée aux populations non couvertes par la gratuité des soins et prône la promotion d'une mutualité obligatoire jusqu'au niveau communautaire. Cependant, après quelques années de mise en œuvre des réformes initiées pour faire de la CSU une réalité tangible au Burundi, il s'avère nécessaire d'évaluer les mécanismes existants en vue de formuler des recommandations idoines pour tendre vers la réalisation des ODD.

C'est ainsi que lors de la Conférence Nationale sur la Santé tenue à Bujumbura en septembre 2019, il a été recommandé qu'une stratégie de financement de la santé au Burundi soit élaborée et que la santé soit intégrée dans toutes les politiques pour tendre vers la Couverture Sanitaire Universelle.

C'est dans cette perspective qu'a été organisé à Gitega du 10 au 12 novembre 2021, l'atelier de consolidation et de validation de l'analyse de la situation du financement de la santé et la protection sociale en santé au Burundi.

Cet atelier technique a regroupé une quarantaine d'acteurs nationaux et de partenaires au développement et a été l'occasion d'amorcer la discussion des options stratégiques envisageables pour progresser vers la Couverture Sanitaire Universelle dans le pays.

Trois ministères clés dont le Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida, le Ministère de la Solidarité Nationale ; des Affaires Sociales, des Droits de la Personne Humaine et du Genre, le Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Economique, ont été représentés à cet atelier, de même que le Secrétariat Exécutif Permanent de la Commission Nationale de Protection Sociale, la Mutuelle de la Fonction Publique, le Fonds d'Appui à la



Vue d'ensemble des participants de l'atelier.

Protection Sociale, les partenaires au développement dont OMS, BM, UE, UNICEF, UNFPA.

Cette rencontre, appuyée financièrement et techniquement par l'OMS, visait à analyser les défis majeurs (dont entre autres la mise en place d'un système plus efficace d'accès aux soins pour toute la population) qui se posent au financement de la santé et proposer des approches de solutions innovantes pour parvenir à la Couverture Sanitaire Universelle au Burundi.

Le Représentant de L'OMS, le Dr Xavier CRESPIEN a salué la volonté manifeste du Gouvernement de faire aboutir le processus de la CSU, processus pour lequel il a réaffirmé l'engagement de son institution à accompagner sa réalisation.

« Il est de notre devoir d'accompagner les efforts du Gouvernement pour la réalisation de la CSU. C'est pourquoi il est important de poursuivre l'analyse de la situation pour produire un document consensuel stratégique qui permettra de mieux financer la santé au Burundi. L'OMS reste disposée à poursuivre son appui au renforcement des capacités de tous les intervenants pour que des résultats de qualité soient obtenus dans l'intérêt du Burundi », a déclaré Dr Xavier CRESPIEN.

A l'issue de cet atelier, les données de l'analyse situationnelle seront complétées, un comité de pilotage technique multisectoriel sera mis en place, les propositions stratégiques seront affinées, l'option stratégique idéale sera choisie au cours d'un atelier d'échanges et enfin, le document de stratégie de financement de la santé sera élaboré pour faire de la CSU une réalité au Burundi.

CADRE DE CONCERTATION DES PARTENAIRES POUR LA SANTÉ ET LE DÉVELOPPEMENT

DES DOCUMENTS STRATÉGIQUES VALIDÉS POUR LE BIEN-ÊTRE DE LA POPULATION BURUNDAISE

Passer en revue pour enfin valider certains documents stratégiques pour l'amélioration du système de santé au Burundi. Tel est l'objectif principal qui a réuni le 12 octobre 2021, dans la grande salle de conférence de l'INSP, le Ministre de la santé publique et de la lutte contre le sida, le Représentant de l'OMS au Burundi, le Chargé de coopération de l'Union Européenne, les représentants des PTF, les cadres du MSPLS, du COUSP, de l'OMS et de l'INSP.

A l'ordre du jour de ces assises : présentation de l'état des lieux de la chirurgie de district au Burundi ; présentation des rapports de Comptes Nationaux de Santé exercices 2016-2018, point sur le financement de la santé et lancement du processus pour l'exercice 2020 ; présentation du plan stratégique de lutte contre le paludisme 2021-2027 ; présentation des propositions d'amendement des Termes de références du groupe thématique santé-mère-enfant et présentation sur les préparatifs sur la vaccination contre la Covid-19.

Exposés par des experts nationaux et internationaux, ces différents travaux ont permis aux participants d'avoir une vue assez large et précise de ce qui se fait en matière de promotion de la santé au Burundi.

Ils ont également donné l'occasion à Dr Thaddée NDIKUMANA, Ministre de la santé publique et de la lutte contre le sida, Dr Xavier CRESPI, Représentant de l'OMS au Burundi et Mr Antonio CAPONE, Chargé de Coopération de l'Union Européenne de s'exprimer et de proposer des pistes d'amélioration pour consolider les acquis déjà probants.

Le Ministre de la santé publique et de la lutte contre le Sida a félicité les différents exposants pour la qualité des travaux présentés avant de procéder à leur validation. Ces documents stratégiques



▲ Le Ministre de la Santé d'alors, Dr Thaddée Ndikumana, (au milieu) entouré du Xavier Crespin, Représentant de l'OMS au Burundi (à droite), et le Chargé de Coopération de l'UE au Burundi (à gauche).

et déterminants pour le bien-être de la population burundaise feront l'objet de large diffusion à l'échelle nationale pour renforcer le système de santé du pays. La réunion du cadre de concertation des partenaires pour la santé et le développement fut aussi l'occasion pour faire un point exhaustif sur les préparatifs de la vaccination contre la Covid-19. Le Dr Thaddée NDIKUMANA en a profité pour éclairer l'assistance sur les efforts du Gouvernement pour vacciner sa population contre la Covid-19. Il a annoncé l'arrivée des premiers vaccins dans le pays à partir du 14 Octobre 2021.

Une très bonne nouvelle pour des Burundais qui attendaient impatiemment ces vaccins pour se protéger contre la pandémie. Au total 500.000 doses de vaccins pour un coût de 3 millions de dollars sont attendues le 14 Octobre à Bujumbura.

Une information dont se réjouit le Dr Xavier CRESPI. Après avoir rappelé l'importance de l'approche 3T privilégiée par l'Organisation mondiale de la santé en matière de riposte contre les pandémies, le Représentant de l'OMS a sollicité la contribution de tout un chacun pour la réussite de l'opération de vaccination contre la Covid-19 au Burundi.

LES FEMMES LEADERS DU BURUNDI S'UNISSENT POUR COMBATTRE LA MALNUTRITION DANS LE PAYS



Le Président de la République, S.E. Evariste Ndayishimiye et la Première Dame du Burundi, S.E. Angeline Ndayishimiye, entourés de la Première Dame du Niger et du Coordonnateur Résident du SNU au Burundi.

Tel est le ferme et déterminant engagement qui a réuni, les 19 et 20 octobre 2021 dans le grand hall de l'ODECA à Bujumbura des centaines de femmes leaders à travers un forum de haut niveau pour réfléchir sur leurs contributions à l'éradication de la malnutrition au Burundi.

Parrainé par la première Dame du Burundi, SE Angeline Ndayishimiye, ce Forum a été rehaussé par la présence du chef de l'état et de la Première Dame du Niger.

Ces assises visaient à renforcer les capacités des femmes leaders sur l'importance de l'alimentation de la femme enceinte, l'allaitement maternel et l'alimentation de compléments adéquats afin de les inciter à prendre des décisions idoines.

Après avoir rappelé les différentes actions menées par L'OPDAD, Organisation des Premières Dames d'Afrique pour le Développement, section Burundi, SE Angeline Ndayishimiye a appelé les Femmes Leaders à s'engager activement dans la lutte contre la malnutrition dans le pays.

Pour le Président de la République, SE Evariste Ndayishimiye, « Ce Forum est une opportunité à la femme burundaise pour contribuer au développement du pays ». Le père de la nation burundaise a rassuré les Femmes Leaders que les décisions issues de leurs assises seront prises en compte dans l'élaboration de la politique nutritionnelle au Burundi.

A en croire le Chef de l'Etat, la bonne santé est la base du développement durable, et cela passe par une alimentation saine. Par conséquent, il invite les Partenaires Techniques et Financiers à soutenir le Burundi dans la promotion de son agriculture pour promouvoir une alimentation équilibrée et vitale.

La rencontre de deux jours des Femmes Leaders pour la nutrition a été aussi marquée par la présence du Représentant de l'OMS au Burundi, Dr Xavier CRESPIN, la déléguée de la Directrice Régionale de l'OMS pour l'Afrique, Dr Adélaïde Onyango et des experts de l'OMS BURUNDI.

Après un état des lieux de la situation nutritionnelle en

Afrique, Dr Adélaïde Onyango a exposé les différentes solutions apportées par l'OMS pour adresser la problématique de la nutrition sur le continent. Ces solutions s'articulent autour de :

- Promotion de l'initiative de l'Ecole Amie de la Nutrition et l'engagement des jeunes ;
- Promotion du développement et de la consommation d'aliments locaux ;
- lutte contre la charge pondérale ;
- Soutien à l'activité physique et veiller à l'application des mesures réglementaires.

Lors d'un panel consacré au partage d'expériences, le Dr Onyango de l'OMS a édifié l'assistance sur l'expérience du Sénégal qui pourrait servir de cas d'école pour le Burundi. Selon Dr Adélaïde Onyango, le Sénégal a réussi en mettant en place un dispositif efficace qui implique les collectivités locales, les communautés la société civile. Ce dispositif contre la malnutrition initiée au Sénégal est renforcé par un excellent système de suivi des interventions, une bonne communication et une exemplaire gestion financière. Toutes choses qui ont permis de prévenir la malnutrition des enfants. La déléguée de la Directrice Régionale Afrique de l'OMS en a profité pour rappeler l'entière disponibilité de l'OMS à appuyer les efforts du pays contre la malnutrition.



Dr Onyango, déléguée de la Directrice Régionale Afrique de l'OMS, lors de son discours.

Le Forum des Femmes Leaders s'est terminé par un certain nombre d'engagements pris par la Première Dame du Burundi pour parvenir à Zéro malnutrition d'ici 2025 dans le pays.



Photo de famille : Les Premières Dames du Burundi et du Niger avec les Représentants des Agences du SNU au Burundi.

LUTTE CONTRE LA COVID-19

LES ACTEURS DES MÉDIAS OUTILLÉS POUR MIEUX COMBATTRE LA PANDÉMIE



Photo de famille des participants à la formation.

Renforcer les capacités professionnelles des journalistes pour faire d'eux des acteurs clés et efficaces dans la riposte contre la pandémie au Burundi, tel est le pari fait par le Ministère de la santé publique et de la lutte contre le sida. Soutenu techniquement et financièrement par l'OMS, ledit ministère a organisé à Gitega, du 13 au 17 septembre 2021, un atelier de recyclage à l'intention des journalistes du pays. Provenant de divers organes de presse :

Radio, TV, presse écrite et en ligne, la trentaine de professionnels des médias réunis au centre de conférence de l'hôtel IWACU de la capitale politique du Burundi, se sont familiarisés avec les nouvelles notions sur la Covid-19 dans le pays avec la propagation des nouveaux variants.

Ils ont aussi vu leurs connaissances approfondies, tant dans le domaine de la communication des risques et engagement communautaire, qu'au niveau de la gestion des rumeurs en période de pandémie.

Basée sur une approche très pratique « Learning by doing », la session de recyclage a permis aux journalistes de produire article de presse et émissions radiophoniques, sous format magazine, qui ont été



Vue d'ensemble des acteurs des médias en formation.

diffusées sur une radio communautaire de la place, choisie comme « radio-école » pour les besoins de la formation.

Selon les journalistes participants à cet atelier, cette approche qui a privilégié la pratique au détriment de la théorie leur a donné l'occasion d'aller sur le terrain, de collecter des informations, de les traiter en utilisant des formats appropriés pour impliquer et susciter l'adhésion et la contribution des communautés à la réponse contre la pandémie.

« J'ai été très satisfaite du contenu de la formation, de son déroulement et surtout des travaux pratiques

qui ont débouché sur la production des émissions et article », a souligné Mme Rose MPEKERIMANA du quotidien du service publique Le Renouveau.

Mademoiselle Clarisse SHAKA de l'hebdomadaire IWACU, quant à elle estime que : « grâce à cette formation, je suis plus apte aujourd'hui à bien choisir les sujets qui éveillent la conscience de la population sur le respect des gestes barrières ; comment faire pour impliquer la population afin de mieux la sensibiliser sur la pandémie ; comment identifier les personnes ressources adéquates et les faire intervenir pour un meilleur plaidoyer en faveur de la lutte contre la Covid-19 ».

« En tant que journaliste, dans le cadre de la lutte contre la Covid-19, je suis désormais capable de réaliser des reportages, de produire des magazines sur la pandémie », a fait remarquer M. Jonas MASHURUSHURU de la radio UBUZIMA FM de KAYANZA. « Au sortir de cette formation je sais désormais vers qui je dois me tourner pour trouver des informations fiables ; comment se comporter en cas de rumeur ; comment susciter le feedback auprès de la communauté pour davantage gagner son adhésion et son implication dans le processus de riposte contre la pandémie » a ajouté le producteur et Directeur de la Radio UBUZIMA FM.

Fort de la satisfaction tirée de ces cinq jours de formation, les trente journalistes participants ont tenu à remercier le MSPLS et l'OMS pour cette « noble initiative ».

Ils ont souhaité que ce type de formation très pratique soit régulièrement organisé pour leur permettre d'avoir la maîtrise totale de la thématique santé dans l'exercice de leur profession afin de pouvoir jouer convenablement leur rôle d'acteurs « sensibilisateurs et promoteurs » de la santé au Burundi.

ELABORATION ET VALIDATION DES NORMES SANITAIRES POUR LA MISE EN ŒUVRE EFFECTIVE DU PNDS

L'objectif sectoriel qui traduit l'engagement spécifique du secteur de la santé est d'assurer l'accessibilité de la population à des soins de qualité en vue d'une meilleure utilisation des services pour la couverture sanitaire universelle. Le document des normes sanitaires du Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le SIDA constitue une référence pour la mise en œuvre des stratégies et réformes sanitaires prévues par le PNDSIII 2019-2023.

La révision du document des normes sanitaires s'inscrit dans la logique de la politique nationale de la santé et du plan national de développement sanitaire, troisième génération qui sont des documents politiques et stratégiques de référence.

En effet, le document des normes sanitaires élaboré et validé en juillet 2019 n'a pas été utilisé dans sa totalité, car il nécessitait des mesures d'accompagnements notamment la mise à jour de l'organisation et fonctionnement du Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida, le récent Décret datait du 4 octobre 2011 ; il nécessitait en plus l'actualisation du règlement d'ordre intérieur, le dernier en date a été signé le 11 avril 2013.

C'est dans ce cadre que s'inscrit l'atelier qui s'est tenu à Gitega du 13 au 17 Septembre 2021 dont l'objectif était de finaliser l'élaboration et la validation du document des normes sanitaires pour la mise en œuvre du PNDS III.

Il faut rappeler que les normes sanitaires, constituent une des dimensions de « leadership et gouvernance » des systèmes nationaux de santé. Sans normes sanitaires, il est difficile voire même impossible d'assurer la fonction de régulation du secteur de santé tant sur le plan des ressources minimum (intrants) qu'au niveau de l'offre des soins et services de qualité aussi bien dans les établissements publics que privés.

Ainsi constituent-elles un véritable outil de référence pour la planification, la mise en œuvre et le suivi-évaluation en matière de développement du système de santé pour la couverture sanitaire universelle.



Les participants à la formation, lors des travaux en groupe.



PAROLE D'EXPERT

INVITEE : DR EUGENIE SIGA DIANE NIANE

Le 10 juin 2021, l'Initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite (IMEP) a lancé la stratégie d'éradication de la poliomyélite 2022-2026. L'objectif est de surmonter les derniers obstacles à l'éradication de la maladie, et notamment dans le contexte de la COVID-19. Même si les cas de poliomyélite ont chuté de 99,9 % depuis 1988, cette maladie reste une urgence de santé publique de portée internationale. En 2020, 1 226 cas de poliomyélite, toutes formes confondues, ont été enregistrés, contre 138 en

2018. A l'occasion de la célébration de l'édition 2021 de la journée mondiale de la lutte contre la poliomyélite, « LA SENTINELLE » fait la lumière sur cette maladie au Burundi. Que disent les statistiques ? Où en est-on de son éradication ? Quelles sont les actions concrètes menées pour lutter contre la poliomyélite dans le pays ? Les réponses à ces questions nous sont fournies par Dr Eugénie Siga Diane NIANE, médecin-pédiatre et responsable du programme santé reproductive, maternelle et néonatale à l'OMS BURUNDI.

Question : Expliquez-nous en français facile ce que c'est que la poliomyélite ?

Réponse : La poliomyélite est une maladie très contagieuse. Elle se transmet par les selles ou les sécrétions venant du nez et de la gorge d'une personne infectée. Le virus de la poliomyélite peut également être attrapé en buvant de l'eau ou en mangeant des aliments contaminés.

Question : Quelles en sont les causes fondamentales et les conséquences sur la vie de celui qui en souffre ?

Réponse : La polio est causée par une infection due au poliovirus.

L'infection par la polio survient lorsque le virus pénètre dans le corps par la bouche, se multiplie dans la gorge et dans l'intestin, et se propage par l'intermédiaire du sang au système nerveux central. La poliomyélite touche principalement les enfants de moins de 5 ans. Une infection sur 200 entraîne une paralysie irréversible. Parmi les sujets paralysés, 5 à 10% meurent lorsque leurs muscles respiratoires cessent de fonctionner.

Question : Quand on évoque la poliomyélite on entend souvent parler de poliovirus sauvage, quelles en sont les spécificités ?

Réponse : Le poliovirus sauvage est un virus à ARN qui a une affinité pour s'installer dans l'intestin. Il a 3 sérotypes : le type 1, le type 2 et le type 3. Les types 2 et 3 ont été éradiqués respectivement en 2015 et 2019. Il existe également des poliovirus circulants dérivés d'une souche vaccinale qui sont encore responsables de flambées épidémiques en Afrique.

Question : Un grand pas a été franchi en ce qui concerne la lutte contre cette maladie en Afrique, quelle est la situation aujourd'hui au niveau du Burundi ?

Réponse : Le Burundi a démarré la mise en œuvre de son système de surveillance des maladies évitables par la vaccination en mettant en place la surveillance des PFA et autres maladies évitables par la vaccination en mai 1999. Il a rapidement évolué pour satisfaire aux critères de certification et la classification virologique des cas en juin 2000. Cette surveillance est intégrée à celles des autres maladies à potentiel épidémique. Au niveau intermédiaire, la surveillance active est actuellement réalisée par les points focaux et des

médecins chefs de district. La surveillance active a été initiée à la fin de l'année 2007 et a été redynamisée au milieu de l'année 2009 ce qui a permis de détecter rapidement deux cas de poliovirus sauvage importé mais cette activité s'est arrêtée en 2011. Depuis 2014, la surveillance active a été reprise mais les indicateurs ne sont pas satisfaisants.

Quelques lacunes sont relevées dans certains districts. Le niveau central s'occupe surtout du suivi des cas dont les échantillons sont inadéquats ainsi que l'investigation des cas compatibles.

Question : Concrètement, que disent les statistiques ? Combien d'enfants burundais en souffrent encore ?

Réponse : Depuis 2009, le Burundi n'a détecté aucun cas de poliovirus sauvage. Le seul enfant qui a été atteint de poliovirus souffrent encore des séquelles de la maladie sous forme de paralysie flasque, car c'est une maladie handicapante à vie.

Question : Quelles ont été les initiatives majeures du gouvernement burundais que l'OMS a appuyées dans le cadre de l'éradication de la poliomyélite dans le pays ?

Réponse : Au début des années 1900, la poliomyélite est la maladie la plus redoutée au monde.

- Entre 1950 -1960, les vaccins anti poliomyélite donnent une lueur d'espoir

- 1970-1980, la poliomyélite dans les pays développés
- 1980-1990, le monde entier se mobilise contre la poliomyélite
- 1990-2000, l'Afrique se mobilise pour lutter contre la poliomyélite
- 2000-2020, c'est la dernière ligne droite pour l'éradication du poliovirus sauvage.
- Durant tout ce parcours, le rôle de l'OMS a été crucial, d'une part :
- Sa participation à la mise en place de l'initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite (IMEP) en 1988 en collaboration avec l'UNICEF, le Rotary International et les Centers for Disease Control and Prevention (CDC) des États-Unis d'Amérique, et financée par des partenaires du secteur public, privé et des banques de développement. Son objectif était basé sur 3 piliers : la vaccination, la surveillance et la riposte aux épidémies.

+

« Le Burundi a misé sur la surveillance active pour faire face à la poliomyélite »

+

« L'OMS à l'avant-garde de l'éradication de la polio en Afrique »



Lors du lancement par le Burundi de la campagne de rattrapage au Vaccin Antipoliomyélitique Inactivé

- 20 ans après une lutte intense contre la maladie à travers des activités de surveillance et de riposte aux épidémies de poliovirus sauvage dans les pays, l'Afrique est déclarée exempte de poliovirus sauvage en Août 2021, soit 4 ans après le dernier cas de la maladie.

Et d'autre part :

Au Burundi l'OMS a apporté son appui dans la lutte contre la poliomyélite à travers :

- La mise en place d'un système de surveillance des PFA et autres maladies évitables par la vaccination qui est un système décentralisé jusqu'au niveau communautaire depuis le mois de MAI 1999.
- En 2009, la surveillance active des PFA a permis de détecter un cas de poliovirus sauvage importé de la RDC dans le district sanitaire de Cibitoke.
- Introduction du vaccin polio oral trivalent en 1980 suivi du bivalent en 2016 pour réduire les risques de transmission du poliovirus dérivé de la vaccination souche 2 appelé PVDVc2
- Introduction du vaccin VPI en 2015
- En Juin 2020, le Burundi a atteint les critères de certification et la classification virologique des cas

Concernant la situation proprement dite au Burundi, il faut reconnaître que :

- L'OMS a appuyé l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de renforcement de la surveillance des PFA et autres MEV. Ce plan comporte une ligne pour l'introduction du vaccin nPOV2 qui va permettre de riposter contre les épidémies à PVDVc2 lié.
- Existence des points focaux surveillance PFA et autres MEV au niveau de chaque district sanitaire
- Relance de la surveillance active au niveau des districts sanitaires peu performants ou silencieux
- Introduction de la surveillance environnementale depuis 2020
- Production des bulletins hebdomadaires sur la surveillance des PFA et des maladies évitables par la vaccination
- L'appui des Stop team en collaboration avec le CDC pour renforcer la mise en œuvre et le suivi de la surveillance des maladies évitables par la vaccination au niveau national et infranational

Question : Dr Eugénie NIANE, parlez-nous un peu de vous : quel a été votre parcours et comment vous êtes-vous retrouvée à l'OMS BURUNDI ?

Réponse : Je suis médecin spécialiste en pédiatrie et en santé publique. J'ai servi pendant près de 10 ans comme médecin de district dans le district sanitaire de Joal-Fadiouth, une commune de la région de THIES au Sénégal. En travaillant dans la proximité avec les communautés et selon les orientations stratégiques des programmes de santé de l'enfant notamment la vaccination et la surveillance, j'ai contribué à la découverte du 1er cas de poliomyélite le 5 Janvier 2010 chez un enfant de 3 ans qui n'avait jamais reçu une dose de vaccin depuis sa naissance alors que le Sénégal était déclaré exempt de polio depuis 2006. Chemin faisant, j'ai pris goût à la santé publique et j'ai pu intégrer les organisations internationales comme l'USAID, INTRAHEALTH INTERNATIONAL et l'ambassade du Canada.

J'ai rejoint l'OMS en Aout 2016 où j'ai occupé successivement les postes de chargée de santé de la Famille au bureau pays du Sénégal puis chef d'équipe chargée de la santé de la mère et de l'enfant y compris la nutrition et la vaccination au bureau pays du Burundi.

Sous le lead du Représentant de l'OMS au Burundi, je travaille avec l'appui d'une équipe dynamique, la collaboration des partenaires du MSPLS et des autres partenaires techniques et financiers de la santé de la mère et de l'enfant à l'amélioration des performances de la vaccination de routine et de la surveillance des maladies.

Question : En tant que responsable du cluster qui a dans ses attributions la poliomyélite, quelles ont été vos contributions personnelles dans l'atteinte des résultats élogieux dont vous avez parlé tantôt ?

Réponse : Depuis que je suis affectée au Burundi, j'ai mis un focus sur le programme de vaccination de routine et la surveillance des maladies évitables par la vaccination à travers une approche qui a combiné les aspects suivants :

1. La planification avec l'élaboration et le suivi mensuel d'une feuille de route avec le programme ;
2. Le renforcement de la collaboration avec l'UNICEF et GAVI, partenaires stratégiques du Programme Elargi de Vaccination ;
3. La négociation et le dialogue avec le Programme Elargi de Vaccination dans le but d'un travail consensuel pour la redevabilité du programme à tous les niveaux ;

4. Le renforcement et le suivi de la performance de l'équipe du bureau pays.

Question : qu'est-ce qui vous donne de la joie dans ce combat que l'OMS mène quotidiennement aux côtés du gouvernement burundais pour parvenir à zéro poliomyélite dans le pays ?

Réponse : Ma satisfaction réside d'abord dans les bonnes relations entre l'OMS et le Ministère de la santé de manière générale et particulièrement avec le Programme Elargi de Vaccination, ce qui nous facilite la mise en œuvre et le suivi des activités à tous les niveaux du système de santé.

Concernant la lutte contre la poliomyélite, l'espoir est permis car les réflexes de la nécessité de la surveillance sont ancrés dans le programme.

Question : peut-on vraiment atteindre cet idéal ? Si oui, sur quoi se fondent vos espoirs ?

Réponse : Oui ! Cependant, Cet idéal serait mieux appréhendé si ensemble nous arrivons à réduire les districts peu performants ou silencieux dans la surveillance des maladies évitables par la vaccination.

Question : A l'occasion de la journée mondiale de la poliomyélite que le Burundi a célébrée le 12 novembre cette année, quels messages avez-vous à lancer aux Burundais pour que la bataille contre la poliomyélite soit gagnée une fois pour toute ?

Réponse : Le poliovirus sauvage est éradiqué en Afrique mais la lutte continue contre toutes les autres formes de poliovirus. C'est pourquoi, j'appelle nos braves mamans de continuer à amener les enfants dans les structures de santé pour qu'ils puissent bénéficier du vaccin contre la poliomyélite et surtout de respecter tous les rendez-vous de la vaccination. D'un autre côté, j'appelle mes collègues médecins provinciaux, médecins chefs de district à faciliter les visites de sites de surveillance aux points focaux de la vaccination pour rechercher toute paralysie flasque au sein des communautés. Mon dernier appel va à l'endroit des administratifs et des décideurs. Je les exhorte à investir davantage dans la surveillance des maladies par le renforcement des capacités techniques et diagnostic du laboratoire de référence l'INSP, à renforcer les mesures de prévention par la vaccination de routine et le soutien des campagnes de vaccination pour lutter contre toutes les formes de poliomyélite ainsi que les autres maladies évitables par la vaccination.

† **« Œuvrer pour le renforcement des capacités techniques et diagnostic du laboratoire de référence au Burundi »**



A L'AFFICHE

INVITE : LADISLAS MARIFA

De tempérament calme et pondéré, Ladislav MARIFA est un homme à la fois de principes et de consensus. Qualités lui permettant de bien coopérer avec ses collaborateurs qui lui vouent respect et admiration. La soixantaine révolue et au service de l'OMS BURUNDI depuis près de 17 ans, Papa Ladis, comme l'appelle presque tout le personnel, a gravi tous les échelons pour être aujourd'hui le « patron » de tous les chauffeurs du bureau pays de l'OMS au BURUNDI. Sollicité de tous côtés par chaque membre du staff à la recherche d'un véhicule pour se rendre à une

mission à l'intérieur du pays ou dans la ville de Bujumbura, Papa Ladis ne ménage aucun effort pour satisfaire tout le monde. En sa qualité d'ancien du bureau et doyen du personnel, c'est à juste titre que « LA SENTINELLE » lui consacre ces lignes à travers lesquelles Ladislav MARIFA partage les merveilles et les splendeurs de sa vie professionnelle au sein de l'équipe de l'OMS BURUNDI. En quoi ses activités contribuent-elles à la bonne santé du citoyen lambda du Burundi ? A bâtons rompus avec Papa Ladis.

Question : comment êtes-vous arrivé à l'OMS BURUNDI ?

Réponse : OMS BURUNDI voulait ouvrir trois sous bureaux à l'intérieur du pays. Précisément à MUYINGA, RUYIGI et MAKAMBA. J'ai postulé et j'ai été parmi les trois retenus après avoir passé le test.

Question : depuis combien d'années vous-y travaillez ?

Réponse : Je suis à l'OMS depuis 2004.

Question : pourquoi avoir choisi de travailler à l'OMS ?

Réponse : En vérité, je n'ai pas choisi de travailler à l'OMS. C'était une opportunité qui s'est présentée et je l'ai saisie. Après avoir passé environ dix ans de travail à l'UNICEF BURUNDI, je me suis retrouvé sans emploi. J'ai donc saisi la première occasion qui s'est offerte à moi.

Question : et qu'est-ce que cela représente pour vous de travailler à l'OMS ?

Réponse : C'est une fierté pour moi de travailler à l'OMS. C'est une grande opportunité pour moi d'apporter ma modeste contribution à l'objectif

commun de l'OMS : « Amener tous les peuples au niveau de santé le plus élevé possible ».

Question : parlez-nous concrètement de vos activités à l'OMS BURUNDI, en quoi consistent-elles ?

Réponse : Les activités sous ma responsabilité sont diverses et variées. Depuis 2008, je suis chargé du charroi. En tant que chef de Charroi, J'agis sous l'autorité directe de l'administration. Je m'assure à ce que tous les véhicules soient entretenus correctement, la carburant livré à temps et la rotation des chauffeurs régulièrement mise à jour afin que toutes les activités se déroulent sans entrave. Ma mission est donc de protéger les biens de l'Organisation. Bon, je fais de mon mieux pour que tout le staff soit déplacé dans de bonnes conditions.

Je me charge aussi du suivi du bon fonctionnement de nos générateurs et tout ce qui est équipements électriques.

Question : vous êtes aujourd'hui le responsable de tous les chauffeurs du bureau pays de l'OMS, comment en êtes-vous arrivé là ? Par mérite ou par ancienneté ?

Réponse : Je ne pense pas que c'est par ancienneté.

« Loyauté, responsabilité et transparence »



Mr Ladislas Marifa inspectant les véhicules du parc automobile de l'OMS.





▲ Ladislas Marifa avec un de ses collaborateurs vérifiant le bon fonctionnement des véhicules.

« Protéger les biens de l'OMS et faciliter le travail du personnel »

Je suis sûr que le management a remarqué mes compétences et connaissances en mécanique, en électricité et en informatique. Je crois que mon comportement aussi a joué beaucoup dans le choix.

Question : Comment appréciez-vous le travail de l'OMS au profit des populations burundaises ?

Réponse : L'OMS se donne corps et âme pour améliorer la santé des burundais en organisant des séminaires, ateliers de formation dans tout le pays. A travers les différentes activités menées en se basant sur les compétences du staff et des consultants, l'OMS fait œuvre utile en accompagnant le Gouvernement dans ses efforts de doter le pays d'un système de santé efficace et indispensable au bien-être de la population.

Question : Quelles sont vos contributions personnelles aux interventions de l'OMS pour le bien-être des Burundais ?

Réponse : Mes contributions sont d'ordre Logistique. Mettre des moyens à la disposition du professionnel afin que les uns et les autres puissent accomplir correctement leurs missions dans l'intérêt de la population.

Question : Qu'est-ce qui est le plus difficile pour vous dans vos activités quotidiennes à l'OMS BURUNDI ?

Réponse : La plus grande difficulté est que les collègues veulent être satisfaits rapidement, surtout par rapport à leurs déplacements.

Question : Comment faites-vous pour surmonter ces difficultés et atteindre les résultats attendus de vous ?

Réponse : J'essaie de m'organiser avec les collègues pour que la mission de l'OMS ne soit pas affectée et satisfaire les différentes sollicitations.

Question : Quels conseils pouvez-vous donner, non seulement à vos collègues chauffeurs, mais aussi à tout le personnel du bureau pays afin que leur travail à l'OMS BURUNDI puisse contribuer à la santé des Burundais ?

Réponse : « Tous ensemble, dans la même direction, nous vaincrons ». Il n'y a rien de plus beau, de plus efficace et de plus fort que de travailler en équipe. Mais cela donnera des fruits si chacun s'y met avec LOYALTE, RESPONSABILITE ET TRANSPARENCE. Travailler en équipe veut dire regarder vers un même objectif et non se regarder les uns les autres.



La COVID-19 affecte les individus de différentes manières. La plupart des personnes infectées développent une forme légère ou une forme modérée de la maladie et guérissent sans hospitalisation.

PROPAGATION DE LA COVID-19

Le virus qui entraîne la COVID-19 se transmet principalement par des gouttelettes produites lorsqu'une personne infectée tousse, éternue, ou lors d'une expiration. Ces gouttelettes sont trop lourdes pour rester dans l'air et tombent rapidement sur le sol ou sur toute surface proche.

Vous pouvez être infecté en respirant le virus, si vous êtes à proximité d'une personne malade, ou en touchant une surface contaminée puis vos yeux, votre nez ou votre bouche.

Symptômes les plus fréquents:

- fièvre
- toux sèche
- fatigue

Symptômes moins fréquents:

- courbatures
- maux de gorge
- diarrhée
- conjonctivite
- maux de tête
- perte de l'odorat ou du goût
- éruption cutanée, ou décoloration des doigts ou des orteils

Symptômes graves:

- difficultés à respirer ou essoufflement
- sensation d'oppression ou douleur au niveau de la poitrine
- perte d'élocution ou de motricité



Si vous présentez des symptômes graves, consultez immédiatement un professionnel de santé. Avant de vous rendre chez votre médecin ou dans un établissement de santé, contactez-les toujours par téléphone.

Les individus présentant des symptômes légers, mais qui sont par ailleurs en bonne santé, doivent se soigner chez eux.

En moyenne, l'apparition des symptômes chez une personne infectée par le virus prend cinq à six jours. Cependant, ce délai peut s'étendre jusqu'à quatorze jours.





Organisation Mondiale de la Santé

Bureau de la Représentation au Burundi
Boulevard de l'UPRONA, Rohero II
BP 1450 Bujumbura-Burundi
Tél: +257 22 53 34 00
afwcobiallomsburundi@who.int



**Organisation
mondiale de la Santé**

Burundi